

Les „Tresors diplomatiques“ de la nation géorgienne

Le conflit russe-allemand de la Grande Guerre, presque l'envénu d'un cataclysm économique pourtant véritable reflet de l'ancien Empire Russe, tira dans le domaine social et économique, que dans la domaine psychologique et ethnique.

Le développement égénique de la Russie, durant les trois derniers siècles forma dans l'esprit du peuple russe une mentalité impérialiste poussant sa politique vers l'expansion territoriale sans bornes, parfois, ne tenant compte d'aucune considération d'utilité ni d'aucun danger.

Tant que cette politique ne se butait qu'aux péris sous les coups du belier du Nord, payans scandinaves, à la Lithuanie, à la Pologne et à l'Empire Ottoman, condamné par l'Europe à péri sous les coups du belier du Nord, aucune crise psychologique importante ne pouvait avoir lieu à l'intérieur de la Russie. Mais la situation changea, quand cette psychose typique pour les Russes vers la conquête des territoires de l'Europe, l'avingardisme des dirigeants de l'Empire, l'avingardisme de rendre compte du danger et d'entraîner les conséquences fatales du conflit avec l'Allemagne de Guillaume II.

D'ailleurs, pour la grande masse de la population russe la guerre, qui n'a été prévue et préparée que par un groupe restreint de dirigeants, éclata d'une façon inattendue. Au début des événements le soldat-paysan, pris à la charme, sembla manifeste quelques enthousiasmes traditionnel de caractère mystique et même religieux et promettait de ne pas flétrir ; mais son moral ne dura pas longtemps. Devant les sacrifices exigés par la guerre moderne les troupes russes, formées de la masse de ces paysans, armés mais privés de la conscience du réfugié réfugié qui devait déterminer plus tard l'issue de la Grande Guerre en Occident, ont vite perdu l'élan émotionnel du début des hostilités, pour se laisser aller à une lassitude, présumé l'ennemi à la débâcle. Le flétrissement de l'autorité suscité la révolution de Février 1917, puis, le 17 octobre, la révolution qui en a été la conséquence, et nous ouvre la voie aux désertions en masses suivies de la vague de révolution maximaliste d'Octobre 1917, qui ne demandait qu'à être canalisée par un chef de la tâche d'un lâché.

Mais les mots d'ordre de la doctrine marxiste et communiste de ce temps-là, se projetaient avec une vitesse foudroyante dans la masse des soldats et des populations irrités par les sacrifices, les privations et le sentiment de l'incertitude sur le futur, ne cachaient en réalité que des appels masqués à l'égoïsme, au sens punitif de cette expression. On connaît suffisamment les suites de cette propagande et de cette vague d'égoïsme et d'individualisme anarchique se traduisant par la révolution agraire, les expropriations, les débauches, les massacres, la guerre civile avec ses conséquences immenses. On a, en général, une idée claire de ce qui se passait dans les campagnes et dans les centres administratifs et industriels, mais il arrive très souvent qu'on tente d'ignorer un phénomène moins éclatant, mais autrement important et durable que les différentes formes de la manifestation de la révolution sociale et économique. Ce phénomène consistait dans le réveil du nationalisme des peuples non russes, englobés dans l'ancien Empire des Tsars, nationalisme puissamment amplifié, dès lors de la révolution russe, par le même esprit individualiste qui était à la base de tout l'évolution de l'époque, comme réaction sociale de la Grande Guerre.

Pendant la guerre civile, se trouvant déjà aux prises avec la Pologne et le pays baltes à l'extérieur, et avec le mouvement blanc, purement russe et très important, à l'intérieur, le parti dirigeant de la Russie bolchevique fut contraint d'adopter, le mérite de la doctrine prolétarienne, du communisme, qui tend plutôt vers le cosmopolitisme désopposé et impersonnel, qui vers le nationalisme individualiste ? Après la guerre civile on s'aperçut du côté russe qu'il était déjà difficile de changer cette conduite qu'on espérait rejetter aussitôt que la réaction sociale russe serait

battue. Au sein même du parti dirigeant, cosmopolite de sa composition, on a été poussé dans certains de ses membres à l'adoption de l'idée du Parti du Caucase, à la recherche de l'équilibre entre la tendance des nations non russes, en plein épanouissement de leurs traditions historiques, et la tendance pure russe qui voulait à stabiliser l'intégrité territoriale de ce qui pouvait encore rester de l'ancienne Russie, ne fut-ce sous la forme de l'empire des Tsars...

C'est ainsi que l'opposition de deux forces aux prires amena à un compromis, sous la forme d'une doctrine fédérale des Soviets, très particulière d'ailleurs, aboutissant à la constitution de l'U.R.S.S. en 1923.

Depuis lors et dans les cadres d'une constitution fédérale, le phénomène de cristallisation ethnique et nationale remarqué à travers tous les pays de l'ancienne Empire des Tsars (dont la partie englobée dans l'U.R.S.S. compte au moins 80 millions de population non russes) et, territorialement, dispersée dans la zone passée de l'empereur Théodore jusqu'au-delà de la mer Caspienne (Turquie), devint un développement négocié, entre la formation de véritables organisations étatiques distinctes portées de tout l'outil administratif et faisant partie de la confédération des Soviets. Ce phénomène est en progression continue et promet, par suite de l'intransigence russe, à l'égard du système fédéral, d'aboutir à la dislocation définitive du vaste empire slavo-asiatique.

Nous préférons plutôt prévoir que prédir l'époque où la dissolution de l'Union des Soviets va se réaliser, ce qui nous semble inévitable, surtout en cas de crise extrême grave. Mais nous pouvons dire avec certitude que l'énergie de la crise actuelle en Russie, accompagnée d'un éclat de terreur de caractère sans précédent, qui a permis au paysan géorgien Joseph Djougachvili, installé au Kremlin, de faire passer par les armes même les marcheurs russes, ne sera jamais comprise si on ne tient pas compte des courants souterrains et du phénomène latent que nous venons d'indiquer plus haut.

•••

Etant donné la situation que nous observons dans l'Est européen, il nous a semble utile d'essayer une étude de la situation internationale et de l'importance relative des pays faisant partie de l'Union de Soviets et qui seraient susceptibles de peser lourdement sur la bascule de l'équilibre diplomatique, dans un avenir peut-être très proche. L'exemple de la Géorgie est typique à ce point de vue et nous oblige de faire un examen de ce qui nous concerne de faire de tout ce qui est dans l'ordre de l'indépendance et de l'autonomie. Il nous paraît important surtout de voir clair dans des conditions objectives de l'existence de la Nation Géorgienne, en tant qu'état indépendant, qui peuvent rester en vigueur, ou qui peuvent se présenter dans l'avenir.

Mais notre but ne se ramène pas exclusivement à l'étude de la question de l'indépendance politique de la Géorgie. Il est rare de trouver au monde un autre peuple qui soit aussi doué techniquement que la Géorgie et qui possède la capacité d'adaptation des besoins de sa vie nationale à n'importe quel statut juridique et à n'importe quelles conditions politiques qui sont imposées, en général, à arrêter la marche de son histoire, s'étendant, d'après les annales scientifiques sur soixante siècles au moins remplis de luttes et de gloires. Nous allons ainsi procéder à l'étude succincte des principales formes des possibilités dans la dynamique internationale de l'avenir, sur lesquelles le peuple géorgien pourrait s'appuyer, ou qu'il devrait éviter et combattre.

A notre époque, de progrès technique et scientifique, rapprochant les diverses parties du globe, les liens et l'interdépendance croissante des peuples et des facteurs multiples de la vie internationale excluent presque complètement le privilège des grosses terriitoriales, démographiques, économiques ou autres : d'être considérées comme les seules forces déterminantes la marche des événements internationaux.

Le cas de la Géorgie et les différentes formes de son importance internationale, ainsi que le rôle qu'elle est capable de jouer sur leurs bâses nous permettent de voir jusqu'à quel point peut arriver ce changement dans la vie des peuples et nous pourrions même dire qu'à l'ère actuelle dans la communauté des peuples nul

n'est plus grand et nul n'est plus petit et qu'il n'existe que la valeur et la signification relative de chaque élément de la vie internationale à l'égard de toute la vie mondiale.

On envisage généralement l'indépendance de la Géorgie sous un angle de vue hostile aux intérêts russes. Nous pensons que ce point de vue est très erroné si l'on distingue bien l'intérêt réel d'une nation avec les aspirations politiques de ses dirigeants.

Au point de vue géographique, la Géorgie forme le noyau central du mur mitoyen caucasien, occupant une position qui lui permet de contrôler et de conditionner toute activité politique des peuples caucasiens dans le domaine international.

Sous ce point de degré de sa civilisation et de son passé historique, rien que par le fait de sa situation géographique, une responsabilité énorme pèse toujours sur la Géorgie pour le sort politique de tous les peuples de la Géorgie, ses voisins et frères.

Etant donné cette situation engageant des responsabilités exceptionnelles que les rois de Géorgie avaient toujours présentes à l'espérance d'un état qui serait en mesure de rappeler le rôle du peuple Géorgien, déterminant le sort de ses voisins.

La même position de noyau central au point de vue stratégique et politique nous permet de constater que nulle formation étatique créée par une façon spontanée au Caucase et de nature juridique unitaire ou fédérale, ne saurait se concevoir en dehors de la Géorgie. D'autre part quand il s'agit de tel ou le rôle politique ou de telle ligne de conduite de la Géorgie dans l'avenir, il faut toujours tenir compte de ses répercussions éventuelles dans tout le Caucase.

Or comme noyau central du mur mitoyen au Caucase, la Géorgie pourra être appellée à remplir différentes fonctions politiques ou militaires suivant les circonstances de l'époque.

Avant tout elle peut former un état « tampon » remplaçant les fonctions complexes du consolidateur d'amitié de ses grands voisins du Nord et du Sud (La Russie et la Turquie). Ensuite il peut être l'affirmation affirmante de la collaboration soit dans la question des Détroits, soit, suivant l'application stratégique de la Russie, de l'Angleterre ou de la France, au contraire de l'indépendance de la mer Noire pourraient émerger : — un état tampon dont la perte pour la Russie, au point de vue de sa valeur économique ne saurait être comparée avec les avantages diplomatiques et militaires que les deux puissances de la mer Noire pourraient en tirer : — une sorte de Suisse de l'Orient, séparant les grands rivages scénériques et créant une base pour leur collaboration durable dans l'atmosphère de la confiance mutuelle illimitée.

Peut-on se rendre compte de toute l'amplitude des répercussions sur la situation politique dans le monde qu'un tel état-tampon au Caucase et un tel système diplomatique dans le basin de la mer Noire pourraient engendrer ?

Devez-vous redouter la réapparition de « Ra-Palo » entre l'Allemagne et la Russie, après l'affirmation des positions diplomatiques et stratégiques de cette dernière dans la Méditerranée et ailleurs ?... ou bien peut-être sur-tout au sein de la coalition contre l'Axe ?

Il nous est difficile de répondre à ces questions et d'envisager toutes les conséquences qu'un tel système pourrait avoir.

Quant au Caucase, il est entendu que ce système, qui détermine l'indépendance du montagnard du Caucase du Nord en général et du Daghestan en particulier, les dirigeants de la Géorgie seraient obligés de reconnaître en faveur de la Russie la possession inconditionnelle de la région pétrolière de Bakou, comprenant les gisements bien connus — base de tout le transport russe ayant une importance décisive en cas de conflit gris...

Il est hors de doute qu'à défaut de ces conditions territoriales d'une importance capitale la Russie ne consentirait pas de bon gré à la liberté d'un tampon caucasien, même formé dans son intérêt propre par la Géorgie, et qui présenterait une barrière de sécurité pour les peuples turc et iranien.

Quant à la Turquie, obtenant ainsi une liberté d'action grâce à la sécurité atteinte du

côté de la Russie qui est toujours susceptible de subir les changements et les glissements de sa politique autant bien qu'il est nécessaire, et au Nord, l'avantage de ne plus redouter ses envahisseurs du Nord. Atteignant cet avantage dans la sécurité de sa frontière caucasienne il est très probable que la Turquie ne tiendrait plus beaucoup aux territoires attachés à l'Arménie et à la Géorgie, en vertu du traité signé à Kars avec les Soviets en 1921.

Contre le danger russe du côté de leurs frontières du Nord en 1921, les Turcs avaient eu un besoin urgent de positions stratégiques bien avancées et transformées en solides bastions. Mais une fois ce danger écarté d'une façon ferme, il est probable que les Turcs reconnaîtront volontiers la nécessité de rendre ces territoires à leurs voisins immédiats, Arméniens et Géorgiens, appelés à les protéger contre les dangers séculaires du Nord, afin de rendre ces deux peuples caucasiens viables et aptes à l'accomplissement de leur mission.

Quoique paradoxal ce système de règlement diplomatique de la part de la Géorgie n'a rien d'irréel et d'in réalisable mais au point de vue de l'intérêt de la Géorgie elle-même ce système ne présenterait guère d'avantages certains que pour un laps de temps très limité. Nous ne devons pas passer sous silence l'inconvénient de son application qui équivaudrait à une volte-face brusque et dangereuse à l'égard de tous les peuples englobés aujourd'hui par force dans le domaine territorial de l'U.R.S.S. et dont la résistance serait peut-être réduite au néant dans des conditions d'isolement qui se créeraient une fois les Détroits fermés.

Par conséquent, malgré les droits d'autorité que nous avons sur ce système, nous ne croyons pas que la Géorgie aurait beaucoup gagné en permettant le luxe d'abandonner ses amis en faveur de son ennemi, qui pourraient la reprendre très tard, une fois les difficultés des temps présents passées.

Toutefois, l'aspect diplomatique de l'état-tampon au Caucase, formé par la Géorgie, ne doit pas être négligé et il est impossible de prévoir tout ce qui peut advenir et tout ce qui peut le rendre utile dans l'avenir.

D'autre part, il existe encore une raison pour ne pas oublier cet aspect de la signification internationale de la Géorgie qui renferme certain danger — danger d'une politique hostile à l'égard du peuple géorgien de la part de toute puissance importante, qui se serait vue lésée dans ses intérêts par la création éventuelle du système diplomatique que nous venons de tracer et qui agirait par des moyens indirects les plus redoutables.

En effet, les conséquences éventuelles de l'existence de la Géorgie, en tant que noyau central d'un état-tampon transcaucasien, libéré par la force des intérêts réciproques de ses grands voisins du Nord et du Sud, ont poussé un peu déjà l'Angleterre, à l'époque de l'indépendance triennale de la Géorgie (1918—1921), à des actions néfastes pour son sort ce qui nous serait pas difficile à prouver, mais pour démontrer la méthode qui a été appliquée à cet effet nous rappellerons d'abord deux exemples analogues :

L'histoire diplomatique moderne nous permet de connaître la fameuse manœuvre de la diplomatie secrète de Bismarck dans la question tunisienne, où le Chancelier de Fer a soutenu les intérêts français dans le but de créer un foyer d'antagonisme entre la France et l'Italie, lui permettant de garder l'amitié de cette dernière.

Une documentation nouvelle sortie par les Sovjets des archives secrètes du Gouvernement Impérial russe nous montre d'autre part qu'en 1908 une manœuvre analogue a été accomplie par la diplomatie russe dans la question de l'annexion par l'Autriche de la Bosnie et l'Herzégovine. A l'époque, qui est connue dans l'histoire sous le nom de Crise de Bosnie, Izwolsky, ministre des affaires étrangères de Russie de ce temps-là, aurait eu des négociations secrètes à Boukhlaou avec son collègue autrichien Erszébet et obtenu consenti à l'annexion de la Bosnie et Herzégovine, dont les statuts étaient établis par le traité de Berlin de 1878. En contrepartie cette annexion la Russie obtenait des promesses autrichiennes dans la question de l'ouverture unilatérale des Détroits pour les vaisseaux de guerre russes et des états riverains de la mer Noire, suivant la fameuse « formule

